

PV de l'assemblée générale annuelle – lundi 16 juin 2025

MIA - Salle Salvador Allende - Rue des Savoises 15 - 1205 Genève

Présents : Marie-Françoise Sprungli, Catherine Schümperli Younossian, Arantxa Badía Diez, Paula Muñoz, Catherine Sprungli Hussy, Tifany Gonçalves Istrefi, Silvia Agusti Ros, Françoise Weber, Yanik Marguerat, Christophe Rigotti, Brigitte Dupont, Olivier Epars. En ligne : Jean-Stephan Clerc et Chantal Pagot.

Excusés : Anne Sprungli, Ruth Wenger, Emilie Anderson Mottier, Françoise Gariazzo Dessiex, Catherine Dubouloz Chantre, Nicole Massy, Birgit Sambeth, Sophie De Rivaz, Dominique Wittgenstein, Alejandro Mackinon, Emilie Sjollema, Christine et Philippe Granget, Philippe Schneider, Bernard et Cathy Dupont, Monique de Haller, Pierre et Chantal Tosco, Dominique Mattmann.

La présidente ouvre la séance à 19h15.

A. Partie statutaire

1. Adoption du PV de l'assemblée générale du 19 juin 2024

Le PV est adopté à l'unanimité sans commentaire. Il est disponible sur le [site d'AKG](#), onglet Documents.

2. Présentation des comptes (disponibles sur place) et rapport de l'organe de vérification

La trésorière Arantxa Badía Diez distribue le compte de pertes et profits et le bilan. Elle présente succinctement les comptes. Le comité et l'assemblée la remercient.

Le résultat net 2023 est positif et se monte à 4'649.30 CHF. Ce montant vient augmenter les fonds propres dont le nouveau montant est de 87'803.38.

Comme l'an passé, la révision a été effectuée par la fiduciaire SFER (Société Fiduciaire d'Expertise et de Révision SA) à Genève.

Les comptes 2024 sont approuvés à l'unanimité, avec remerciements à Arantxa Badía Diez, et la décharge est donnée à la trésorière et au comité.

3. Rapport du comité, présentation des activités et adoption du rapport d'activités 2024

Le rapport d'activité envoyé aux membres de l'association le 2 juin 2025 est approuvé à l'unanimité et la décharge est donnée au comité.

Présentation du projet Centre Jeunesse Emploi Inclusif - CJEI

Catherine Sprungli Hussy présente le projet.

L'année 2024 a marqué la fin de la phase 2 du projet, le 31 juillet 2024, et le début de la phase 3, le 1^{er} août. Ce projet a débuté en juin 2019.

L'objectif du projet est d'améliorer la qualité de vie et les moyens de subsistance de jeunes en situation de handicap et de mères adolescentes, au moyen de l'emploi et de l'entrepreneuriat, à Cusco et dans le cône sud de Lima.

Durant les trois ans du projet, 1624 jeunes ont utilisé les services du CJEI. Le projet a coûté 298'453 CHF, financés par la Fédération genevoise de coopération (FGC).

Les points positifs du projet :

La plupart des objectifs du projet ont été atteints et beaucoup ont été dépassés, tout en restant dans la limite du budget.

- La demande croissante de main-d'œuvre, par les entreprises, pour des personnes en situation de handicap, a contribué à ce que les jeunes trouvent de l'emploi.
- Kallpa a organisé 28 salons de l'emploi et de l'entrepreneuriat, pour faire connaître les jeunes en recherche d'emploi et les projets d'entrepreneuriat.
- Kallpa Pérou a réussi à faire connaître le CJEI auprès de plusieurs institutions gouvernementales nationales.

Les difficultés rencontrées :

- La pandémie
- L'inflation et la hausse du taux de chômage
- Difficile de travailler avec des mères adolescentes
- Les changements dans les équipes municipales et les nouvelles priorités des maires.

Les objectifs de la phase 3 du projet, qui a commencé en août 2024, sont :

- Continuer de promouvoir la formation et l'insertion professionnelle pour des personnes vulnérables, dont de nouveaux bénéficiaires : les mères célibataires, les migrantes vénézuéliennes et les jeunes LGBTQI+.
- Poursuivre la collaboration avec les municipalités concernées pour qu'elles intègrent toujours plus d'activités du projet dans leur plan d'action annuel.
- Systématiser le modèle d'intervention du CJEI pour pouvoir le diffuser plus largement et renforcer les compétences des gouvernements locaux, régionaux et des entreprises.

Le projet est prévu sur trois ans, jusqu'en juillet 2027. Le budget se monte à 335'488 CHF.

Les équipes sur place font preuve d'un engagement sans relâche, d'un grand professionnalisme, de créativité et de capacité d'adaptation.

Une question est posée pour savoir s'il y a des différences entre Lima et Cusco, dans le cadre de ce projet. Il est répondu qu'une des différences est constatée sur les types de handicap des bénéficiaires du projet, avec davantage de personnes en situation de handicap mental à Lima et de handicap physique à Cusco. En termes d'emploi et d'entrepreneuriat, il y a davantage de possibilités liées au secteur du tourisme à Cusco qu'à Lima.

Présentation du projet PRODEA, suite et phase 4 du projet précédemment nommé Acomayo

Tifany Istrefi présente le projet.

Le projet PRODEA est un Modèle rural de promotion du développement des jeunes dans les 13 provinces de Cusco, qui permet que les adolescent.e.s des zones rurales construisent leur projet de vie et un plan d'entrepreneuriat pour améliorer leur développement personnel, à partir du modèle développé dans la province d'Acomayo. Le projet est actuellement appliqué dans 14 UGEL.

Le projet a débuté en juillet 2023 et se trouve dans sa troisième année à fin 2024. Le projet a été prolongé, jusqu'au 31.12.2025, afin d'aligner la fin du projet avec la fin de l'année scolaire au Pérou.

Le projet PRODEA a pour objectifs :

- Les autorités régionales soutiennent la réalisation du modèle dans les 13 Unités de gestion éducatives locales (UGEL) de la région de Cusco.
- Les fonctionnaires et les spécialistes de ces 13 UGEL renforcent leurs capacités pour améliorer le développement des jeunes dans les écoles de cette région.

Les bénéficiaires du projet sont 2600 familles et jeunes qui ont un plan de vie ou un projet d'entrepreneuriat, ainsi que 208 fonctionnaires des services de l'éducation, de la santé, du travail, directeurs d'écoles et enseignant.e.s.

Les principaux progrès observés en 2024 sont :

- le renforcement du kit de matériel permettant de mettre en place le modèle PRODEA, ainsi que sa remise aux directeurs des écoles sélectionnées ;
- la présentation du modèle PRODEA aux partenaires stratégiques régionaux et aux spécialistes des 14 UGEL de la région de Cusco ;
- la mise sur pied du cours de formation sur PRODEA, avec 96 personnes inscrites des 14 UGEL, dont 52 ont terminé le cours ;
- la diffusion du Programme de spécialisation en gestion scolaire, avec la participation de 130 enseignant.e.s ;
- l'organisation d'une réunion multisectorielle avec des partenaires stratégiques régionaux.

Pour la suite, un projet de partage des savoirs « Échange d'expériences autour du modèle PRODEA » débute le 1^{er} juillet 2025 pour une durée d'une année. Le budget de ce projet est de 35'000 CHF.

Quant à PRODEA, une cinquième phase du projet est envisagée, pour étendre ce modèle dans la macro-région sud du Pérou, pendant une durée de trois ans et pour un budget de 286'000 CHF.

Pour plus d'informations précises (notamment les tableaux) sur le projet et ses perspectives, voir le PPT sur le site www.kallpa.ch.

4. Renouvellement des instances et élection du comité

Le comité actuel est composé des personnes suivantes, qui souhaitent poursuivre leur mandat :

Marie-Françoise Sprungli	Présidente, chargée de projet PRODEA
Tifany Gonçalvez Istrefi	Chargée de projet PRODEA et site Web
Anne Sprungli	Chargée de projet CJEI
Catherine Sprungli Hussy	Chargée de projet CJEI
Jean-Stephan Clerc	Coordinateur et traducteur, basé à Lima
Arantxa Badía Diez	Trésorière et comptable
Chantal Pagot	Secrétaire

Le comité actuel est renouvelé à l'unanimité.

Françoise Weber, ancienne présidente d'AKG pendant plus de 20 ans, propose de rejoindre le comité. Elle pourra renforcer le comité, notamment concernant les différentes réunions et événements à préparer avec la FGC.

Françoise Weber est élue au comité à l'unanimité.

Hors comité : Florentin Istrefi s'occupe du site web. Le comité le remercie pour son aide précieuse.

B. Discussion

1. Contexte actuel au Pérou et situation politique

Jean-Stephan Clerc présente la situation actuelle au Pérou.

Depuis 2016, le Pérou traverse une période d'instabilité, avec six présidents en neuf ans. Cette instabilité a entraîné une perte de confiance institutionnelle et un ralentissement économique, accentué par la pandémie du COVID-19 et ses conséquences, notamment une récession en 2023.

En 2024, l'économie s'est redressée, avec une croissance de 3,3 %, grâce à l'augmentation des investissements publics et à une amélioration de la confiance des entreprises.

Malgré une certaine stabilité économique retrouvée, le contexte sociopolitique reste tendu. La perception de l'insécurité est largement relayée par les médias privés, bien qu'elle semble exagérée au regard de la situation réelle sur le terrain. La couverture médiatique accorde une place disproportionnée aux faits divers liés à la délinquance, ce qui alimente un sentiment d'insécurité parmi la population. Toutefois, des problématiques telles que la corruption et l'impunité des politicien.ne.s demeurent des défis majeurs pour le pays.

Selon une enquête récente de l'institut Ipsos, la présidente actuelle Dina Boluarte fait face à un rejet quasi total de la population, avec un taux d'approbation de seulement 2 % à l'échelle nationale.

Par ailleurs, un événement a attiré l'attention au Pérou en 2025 : l'élection du pape Léon XIV, citoyen naturalisé péruvien ayant résidé plus de vingt ans dans le nord du pays. Très attaché au Pérou, le nouveau pape est perçu localement comme une figure sensible aux enjeux sociaux. Il pourrait jouer un rôle symbolique important en cas de violations des droits humains dans la région.

En perspective, l'élection présidentielle prévue pour avril 2026 s'annonce comme une nouvelle source de tension politique. À ce jour, l'identité des principaux candidats reste incertaine. Keiko Fujimori pourrait se représenter, sous réserve de l'issue de son procès pour blanchiment d'argent, corruption et obstruction à la justice. De son côté, Pedro Castillo a déposé sa candidature malgré sa détention actuelle, consécutive à sa tentative de dissolution du Congrès en décembre 2022 — un acte qualifié de tentative de coup d'État. Cette crise institutionnelle a mis en lumière les limites et les faiblesses de la Constitution péruvienne de 1993, élaborée sous le régime autoritaire d'Alberto Fujimori.

Enfin, Dina Boluarte pourrait faire face à des poursuites judiciaires à l'issue de son mandat, en lien avec les violences durant les manifestations de début 2023, où la police avait tiré sur des manifestants qui protestaient contre l'incarcération du président Castillo. Certains observateurs s'interrogent déjà sur ses intentions futures, notamment quant à une possible demande d'asile à l'étranger.

Malgré la situation qui reste difficile, les Péruviennes et les Péruviens continuent d'aller de l'avant avec courage et résilience.

Présentation du mémoire de santé publique de Master 2 sur l'évaluation du projet Acomayo, par Silvia Agusti

Silvia Agusti présente les objectifs et les résultats de son mémoire de Master, consistant à recenser, analyser et évaluer les indicateurs du projet Acomayo, sur une durée de neuf ans.

Cette recherche sur les indicateurs va servir à Kallpa Pérou à l'avenir dans la définition des indicateurs.

2. Coupes dans le financement de la coopération internationale et désengagement à terme de la DDC

Catherine Schümperli Younossian, secrétaire générale de la FGC, donne quelques explications.

Actuellement, 10 organisations membres (OM) de la FGC (sur 60) n'ont des projets qu'en Amérique latine (AL).

La FGC a reçu trop de demandes de projet pour l'AL et n'a pas assez de fonds pour les financer tous. Par ailleurs, de plus en plus d'OM présentent des extensions de projets et il n'y a plus assez de fonds pour les nouveaux projets. De plus, des OM qui recevaient directement des fonds de la DDC ont adressé leurs demandes à la FGC, en anticipant les restrictions de fonds de la DDC.

Le Conseil de la FGC a décidé qu'un montant maximum de 4.8 millions de francs sera alloué aux projets en AL pour la période 2025-2028.

La FGC fait un important travail de lobbying auprès des communes genevoises et de l'Etat de Genève, pour les convaincre d'octroyer proportionnellement davantage de fonds pour l'AL, afin de compenser la baisse de financement de la DDC.

Elle souligne qu'il est important que les projets aient plusieurs bailleurs, pas seulement la FGC.

La séance est levée et les personnes présentes continuent d'échanger autour d'un apéritif.



Marie-Françoise Sprungli
Présidente de l'Association Kallpa Genève - AKG